



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES
INFORMATIONS

ISSN 0757-7338

ANNÉE 2011 N° 46

07 JUILLET 2011

**La consultation de l'intégralité des actes publiés dans ce recueil
peut être effectuée à la Préfecture du Calvados à Caen, dans les
Sous-Préfectures de Bayeux, Lisieux et Vire et sur le Site
Internet de la Préfecture <http://www.calvados.pref.gouv.fr>**

● SOMMAIRE ●

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES.....	3
CABINET DU PREFET.....	3
SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE.....	3
Arrêté préfectoral du 5 juillet 2011 portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier.....	3
Arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 Portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier.....	3
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION.....	4
BUREAU DES TITRES.....	4
Arrêté préfectoral DLPR-B3-11-023 du 05 juillet 2011 portant agrément d'un médecin de ville pour le contrôle de l'aptitude physique à la conduite automobile.....	4
DIRECTION INTERRÉGIONALE DE LA MER MANCHE EST-MER DU NORD.....	5
SERVICE RESSOURCES RÉGLEMENTATION ECONOMIE FORMATION.....	5
Arrêté préfectoral N° 58 / 2011 du 6 juillet 2011 réglementant la pêche sous-marine de loisir du homard sur la façade MANCHE EST - MER DU NORD	5
PREFECTURE MARITIME DE LA MANCHE ET DE LA MER DU NORD.....	6
DIVISION « ACTION DE L'ETAT EN MER ».....	6
Arrêté préfectoral N° 31 / 2011 du 05 juillet 2011 réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de OUISTREHAM-RIVA-BELLA.....	6
Arrêté préfectoral N° 34 / 2011 du 05 juillet 2011 réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de TROUVILLE.....	8
DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES NORD-OUEST.....	10
SERVICE DES POLITIQUES ET DES TECHNIQUES.....	10
Arrêté préfectoral permanent du 6 juillet 2011 portant réglementation temporaire de la circulation au droit des chantiers courants sur le réseau routier national.....	10
INFORMATIONS.....	13
CENTRE HOSPITALIER ROBERT BISSON À LISIEUX.....	13
GESTION DES CARRIÈRES.....	13
Avis de vacance d'un poste d'agent de maîtrise devant être pourvu au choix.....	13
Avis de vacance d'un poste d'agent chef de 2ème Catégorie devant être pourvu au choix.....	13



Les textes cités peuvent être communiqués dans leur version intégrale sous le timbre des services concernés

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES
--

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

Arrêté préfectoral du 5 juillet 2011 portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier

Vu le Code de la défense ;
 Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
 Vu la demande d'agrément présentée et l'ensemble des pièces y annexées ;
 Vu l'avis favorable de la direction départementale de la sécurité publique du 27 juin 2011 ;
 Sur proposition de Madame la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE**Article 1er :**

L'agrément prévu à l'article 5 du décret n° 2010-580 susvisé est délivré à :

- Nom : DELROISE
 - Prénom : Jean-Luc
 - Date de naissance : 22 décembre 1957
 - Adresse ou domiciliation : 1 chemin du clos Videcoq – 14600 EQUEMAUVILLE
- en vue de l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier appartenant aux groupes C2 et C3.

Article 2 :

Le présent agrément a une durée de validité de 5 ans.

Article 3 :

Le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Fait à CAEN, le 5 juillet 2011 Pour le Préfet et par délégation La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet SIGNE Vanina NICOLI

**Arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 Portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier**

Vu le Code de la défense ;
 Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
 Vu la demande d'agrément présentée et l'ensemble des pièces y annexées ;
 Vu l'avis favorable du Groupement de Gendarmerie du Calvados du 23 juin 2011 ;
 Sur proposition de Madame la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE**Article 1er :**

L'agrément prévu à l'article 5 du décret n° 2010-580 susvisé est délivré à :

- Nom : DELAVAUX
 - Prénom : Olivier
 - Date de naissance : 28 septembre 1974
 - Adresse ou domiciliation : Hameau Buguigny – 14490 PLANQUERY
- en vue de l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier appartenant aux groupes C2 et C3.

Article 2 :

Le présent agrément a une durée de validité de 5 ans.

Article 3 :

Le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Fait à CAEN, le 6 juillet 2011 Pour le Préfet et par délégation La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet SIGNE Vanina NICOLI

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION

BUREAU DES TITRES**Arrêté préfectoral DLPR-B3-11-023 du 05 juillet 2011 portant agrément d'un médecin de ville pour le contrôle de l'aptitude physique à la conduite automobile**

VU le code de la route, notamment ses articles R 221-10, R 221-11 et R 221-19 ;
VU l'arrêté ministériel du 7 mars 1973 modifié relatif aux commissions médicales départementales chargées d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs ;
VU l'arrêté ministériel du 8 février 1999 modifié fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire ;
VU la circulaire interministérielle du 22 avril 2002 relative à l'extension de l'expérimentation de la réforme des commissions médicales départementales du permis de conduire ;
VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2010, modifié le 22 avril 2011, portant agrément des médecins de ville pour le contrôle de l'aptitude physique à la conduite automobile.
VU la demande d'agrément du docteur Jean Cannet ;
VU l'avis favorable du directeur de l'agence régionale de santé en date du 23 mai 2011;

ARRETE

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté du 1er octobre 2010 susvisé est modifié comme suit :

Est agréé pour le contrôle en cabinet de ville de l'aptitude physique à la conduite automobile :

Arrondissement de LISIEUX :

Docteur Jean Cannet, 24, rue du Carmel, 14100 Lisieux

Le reste sans changement

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le sous préfet de Lisieux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, dont une copie sera adressée au docteur Jean Cannet.

Fait à CAEN, le 05 juillet 2011 Pour le préfet et par délégation Le secrétaire général SIGNÉ Olivier JACOB



DIRECTION INTERRÉGIONALE DE LA MER MANCHE EST-MER DU NORD

SERVICE RESSOURCES RÉGLEMENTATION ECONOMIE FORMATION
Arrêté préfectoral N° 58 / 2011 du 6 juillet 2011 réglementant la pêche sous-marine de loisir du homard sur la façade MANCHE EST - MER DU NORD

VU le règlement (CE) n° 850/98 du Conseil 30 mars 1998 visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins ;
 VU le code rural et de la pêche maritime et notamment son livre IX relatif à la pêche et à l'aquaculture marine ;
 VU le décret n°90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application des articles 3 et 13 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;
 VU le décret n°90-618 du 11 juillet 1990 modifié, relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;
 VU l'arrêté ministériel du 15 juillet 2010 déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins ;
 VU l'arrêté n°15 du 9 novembre 1964 portant réglementation particulière de la pêche sous-marine dans la Direction de l'Inscription Maritime au Havre - Normandie – Mer du Nord
 VU l'arrêté n°127/2008 modifié du 26 août 2008 réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous-marine dans le département de la Manche ;
 VU l'arrêté du Préfet de Haute-Normandie n°31/2010 du 19 avril 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent COURCOL, Directeur interrégional de la mer Manche Est - mer du Nord ;

ARRETE
Article 1er :

Dans la zone de compétence définie à l'article 1er du décret du 25 janvier 1990 susvisé et à l'article 6 du décret du 11 juillet 1990 susvisé, la pêche sous-marine des homards est autorisée dans la limite de deux individus par pêcheur et par jour et ne peut être pratiquée qu'à la main.

Article 2 :

En conséquence, à l'article 2 de l'arrêté du 9 novembre 1964 susvisé, les mots « et des homards » sont supprimés.

Article 3 :

L'annexe 2 de l'arrêté du 26 août 2008 susvisé est donc modifiée comme suit : à la ligne Homards (*Homarus gammarus*) et dans la colonne quantité maximale de pêche autorisée par pêcheur et par jour lire : « 2 individus » .

Article 4 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord ainsi que les directeurs départementaux adjoints des territoires et de la mer du Calvados, de la Manche, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Seine-Maritime, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Havre, le 6 juillet 2011 Pour le préfet de la région Haute-Normandie délégation, le directeur interrégional de la mer **SIGNE** Laurent COURCOL



 PREFECTURE MARITIME DE LA MANCHE ET DE LA MER DU NORD

DIVISION « ACTION DE L'ETAT EN MER »

Arrêté préfectoral N° 31 / 2011 du 05 juillet 2011 réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de OUISTREHAM-RIVA-BELLA

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-3 et L.2213-23 ;
 Vu le code des transports, notamment l'article L.5242-2 ;
 Vu le code pénal, notamment les articles 131-13 et R. 610-5 ;
 Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, et notamment son article 2 ;
 Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;
 Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
 Vu le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur ;
 Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;
 Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;
 Vu l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer ;
 Vu l'arrêté n° 14/93 du 18 juin 1993 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la circulation des navires, des engins de plaisance ou de sport nautique et des engins non orthodoxes dans les eaux et rades de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
 Vu l'arrêté n° 15/2010 du 03 mai 2010 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant les manifestations nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises relevant de la compétence du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
 Vu l'arrêté n° 11/2007 du 28 février 2007 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la pratique des véhicules nautiques à moteur dans les eaux relevant de la compétence du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
 Vu l'arrêté n° 10/2011 en date du 18 février 2011 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord portant délégation de signature ;
 Vu l'arrêté municipal n° 2011-170 du 5 juillet 2011 réglementant la police et la sécurité de la plage de Ouistreham-Riva-Bella ;
 SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral du Calvados ;
 Considérant la nécessité de réglementer et d'organiser la navigation et les activités nautiques pour assurer la sécurité dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune d'Ouistreham-Riva-Bella ;

ARRETE**Article 1er.**

Dans la bande littorale des 300 mètres baignant la plage d'Ouistreham-Riva-Bella, il est créé une zone règlementée comprenant deux zones de baignade et quatre chenaux de navigation. Cette zone règlementée est matérialisée par un plan de balisage, qui fait l'objet d'une représentation cartographique annexée au présent arrêté.

Article 2.

La première zone de baignade établie par le maire de Ouistreham-Riva-Bella, d'une longueur de 200 mètres et d'une profondeur de 100 mètres, est implantée au nord du poste de secours n°1 principal.

Lorsque cette zone est matérialisée dans les conditions définies à l'article 5, le mouillage, le stationnement et la circulation de tout navire ou engin nautique immatriculé ainsi que les activités de pêche ou de plongée sous-marine sont interdits.

Article 3.

La seconde zone de baignade établie par le maire d'Ouistreham-Riva-Bella, d'une longueur de 200 mètres et d'une profondeur de 100 mètres, est implantée à l'Ouest de la plage.

Lorsque cette zone est matérialisée dans les conditions définies à l'article 5, le mouillage, le stationnement et la circulation de tout navire ou engin nautique immatriculé ainsi que les activités de pêche ou de plongée sous-marine sont interdits.

Article 4.

Le chenal de navigation n° 1 réservé aux allers et retours entre le rivage et le large des navires à voile, des embarcations légères de plaisance et des kite-surf, est commun avec la commune de Colleville – Montgomery. Il est implanté à l'Ouest de la plage.

Les deux chenaux contigus formant le chenal n° 2, implantés au droit de la rue Casimir Delavigne, sont mis en place toute l'année. Le chenal Ouest est réservé aux allers et retours des navires à moteur, des embarcations légères de plaisance, à l'exclusion des véhicules nautiques à moteur. Le chenal Est est réservé aux allers et retours des navires à voile, des embarcations et engins de plage non motorisés, y compris les planches à voiles et le kite-surf.

Le chenal n° 4 est réservé aux allers et retours des véhicules nautiques à moteur, qui peuvent accéder à la mer depuis la cale de l'avant-port. Il est implanté à l'Est de la plage et en bordure de l'enrochement de l'entrée de l'avant-port, mais est fermé pendant la durée des travaux d'extension de la plateforme du terminal transmanche.

Dans ces zones matérialisées dans les conditions définies à l'article 5, la vitesse maximale autorisée est limitée à 5 nœuds et le mouillage, le stationnement et les évolutions autres que le transit sont interdits. Cette disposition ne s'applique pas aux engins de plage non-immatriculés.

Article 5.

Le balisage est établi par les soins de la commune d'Ouistreham-Riva-Bella, conformément aux directives du service des phares et balises. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent que lorsque le balisage des zones concernées est en place.

Article 6.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

- aux navires de l'Etat en mission de secours ou de service public ;
- aux navires en détresse ;
- aux navires portant prompt secours ;
- aux navires armés ou accrédités par un organisateur de manifestations nautiques dûment autorisés dans les conditions prévues à l'article 7 ;
- aux navires et moyens nautiques des écoles de voile, associations sportives ou clubs nautiques bénéficiant d'une dérogation dans les conditions définies à l'article 7.

Article 7.

Des dérogations aux interdictions prévues aux dispositions du présent arrêté pourront être accordées, à l'occasion de compétitions sportives ou de manifestations nautiques, par le directeur départemental des territoires et de la mer du département du Calvados ou le délégué à la mer et au littoral de ce département sur demande écrite organisateurs de ces activités, après avis du maire.

Article 8.

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites, peines, sanctions disciplinaires et mesures conservatoires prévues par l'article L. 5242-2 du code des transports, par les articles 131-13 et R.610-5 du code pénal et par le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur.

Article 9.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 17/2006 du 5 juillet 2006 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la commune d'Ouistreham-Riva-Bella.

Article 10.

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le délégué à la mer et au littoral du Calvados et le maire de Ouistreham-Riva-Bella, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie et sur la plage de Ouistreham-Riva-Bella, et publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Calvados.

Cherbourg le 05 juillet 2011 Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, par ordre, l'administrateur en chef de 1ère classe des affaires maritimes SIGNE Daniel Le Direach adjoint pour l'action de l'Etat en mer

Les annexes à cet arrêté sont consultables auprès du service ou de la mairie concernés



Arrêté préfectoral N° 34 / 2011 du 05 juillet 2011 réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de TROUVILLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-3 et L.2213-23 ;
 Vu le code des transports, notamment l'article L.5242-2 ;
 Vu le code pénal, notamment les articles 131-13 et R. 610-5 ;
 Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, et notamment son article 2 ;
 Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;
 Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
 Vu le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur ;
 Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;
 Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;
 Vu l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer ;
 Vu l'arrêté n° 14/93 du 18 juin 1993 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la circulation des navires, des engins de plaisance ou de sport nautique et des engins non orthodoxes dans les eaux et rades de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
 Vu l'arrêté n° 15/2010 du 03 mai 2010 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant les manifestations nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises relevant de la compétence du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
 Vu l'arrêté n° 11/2007 du 28 février 2007 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la pratique des véhicules nautiques à moteur dans les eaux relevant de la compétence du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
 Vu l'arrêté n° 10/2011 du 18 février 2011 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord portant délégation de signature ;
 Vu l'arrêté municipal du 26 avril 2011 réglementant la police et la sécurité de la plage de Trouville ;
 SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral du Calvados ;
 CONSIDERANT la nécessité de réglementer et d'organiser la navigation et les activités nautiques pour assurer la sécurité dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Trouville ;

ARRETE

Article 1er.

Dans la bande littorale des 300 mètres baignant la plage de Trouville, il est créé une zone réglementée comprenant une zone de baignade autorisée, une zone de baignade interdite, et deux chenaux de navigation. Cette zone réglementée est matérialisée par un plan de balisage, qui fait l'objet d'une représentation cartographique annexée au présent arrêté.

Article 2.

La zone de baignade autorisée d'une largeur de 240 mètres établie par le maire de Trouville est implantée au droit de l'établissement de bain sur la plage principale.

La zone de baignade interdite établie par le maire de Trouville est implantée à l'Ouest de la plage principale délimitant une zone de surf.

Lorsque ces zones sont matérialisées dans les conditions définies à l'article 4, le mouillage, le stationnement et la circulation de tout navire ou engin nautique immatriculé ainsi que les activités de pêche ou de plongée sous-marine sont interdits.

Article 3.

Le chenal de navigation n° 1 réservé aux allers et retours entre le rivage et le large des engins nautiques à voile (dériveurs légers, planches à voiles, kite-surf...) ainsi qu'aux kayaks, est implanté à l'Est de la plage principale, où la baignade est interdite.

Le chenal de navigation n° 2 réservé aux allers et retours entre le rivage et le large des engins nautiques à voile (dériveurs légers, planches à voiles) ainsi qu'aux kayaks, est implanté sur la plage des Roches Noires.

Dans cette zone matérialisée dans les conditions définies à l'article 4, la vitesse maximale autorisée est limitée à 5 nœuds et le mouillage, le stationnement et les évolutions autres que le transit sont interdits. Cette disposition ne s'applique pas aux engins de plage non-immatriculés.

Article 4.

Le balisage est établi par les soins de la commune de Trouville, conformément aux directives du service des phares et balises et les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent que lorsque le balisage des zones concernées est en place.

Article 5.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

- aux navires de l'Etat en mission de secours ou de service public ;
- aux navires en détresse ;
- aux navires portant prompt secours ;
- aux navires armés ou accrédités par un organisateur de manifestations nautiques dûment autorisés dans les conditions prévues à l'article 6 ;
- aux navires et moyens nautiques des écoles de voile, associations sportives ou clubs nautiques bénéficiant d'une dérogation dans les conditions définies à l'article 6.

Article 6.

Des dérogations aux interdictions prévues aux dispositions du présent arrêté pourront être accordées, à l'occasion de compétitions sportives ou de manifestations nautiques, par le directeur départemental des territoires et de la mer du département du Calvados, sur demande écrite organisateurs de ces activités, après avis du maire.

Article 7.

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites, peines, sanctions disciplinaires et mesures conservatoires prévues par l'article L. 5242-2 du code des transports, par les articles 131-13 et R.610-5 du code pénal et par le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur.

Article 8.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 54/06 du 31 juillet 2006 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de Trouville.

Article 9.

Le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral du Calvados et le maire de Trouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie et sur la plage de Trouville, et publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Calvados.

Cherbourg, le 05 juillet 2011 Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, par ordre, l'administrateur en chef de 1ère classe des affaires maritimes SIGNE Daniel Le Direach adjoint pour l'action de l'Etat en mer

Les annexes à cet arrêté sont consultables auprès du service ou de la mairie concernés



DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES NORD-OUEST

SERVICE DES POLITIQUES ET DES TECHNIQUES

Arrêté préfectoral permanent du 6 juillet 2011 portant réglementation temporaire de la circulation au droit des chantiers courants sur le réseau routier national

Vu le Code de la Route,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu le Code de la Voirie Routière,
 Vu le Code Pénal,
 Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et les textes subséquents le modifiant et le complétant,
 Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif au pouvoir de police en matière de la circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,
 Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 de monsieur le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme relative à l'exploitation sous chantier,
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements,
 Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,
 Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes,
 Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes,
 Vu l'arrêté du préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers, en date du 21 juin 2006 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest,
 Vu la circulaire de monsieur le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer fixant annuellement le calendrier des jours « hors chantiers »,
 Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et les textes subséquents la modifiant et la complétant,
 Vu le décret du 24 juin 2010 portant nomination de M. Didier Lallement, préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados,
 Vu l'arrêté du 30 août 2010 modifié, portant nomination de M. Alain De Meyère, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest,
 CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif des chantiers courants sur le réseau routier national,
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des chantiers courants, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par ces chantiers,
 Sur proposition du directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest,

ARRETE**ARTICLE 1 :**

Le présent arrêté permanent s'applique de jour comme de nuit aux chantiers courants, fixes ou mobiles, hors agglomération, quelle que soit la nature des travaux, exécutés ou contrôlés par la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest sur le réseau routier national dont elle a la charge dans le département du Calvados.

ARTICLE 2 :

Un chantier est dit courant, au sens de la circulaire 96-14 du 6 février 1996, s'il n'entraîne pas de gêne notable pour l'usager. En particulier, la capacité résiduelle au droit du chantier doit rester compatible avec la demande prévisible de trafic.

Les mesures d'exploitation définissant les chantiers courants sont donc :

a - sur les routes bi-directionnelles (2 ou 3 voies) :

- aucune réduction de capacité les jours hors chantier, fixés annuellement par circulaire ministérielle,
- aucune déviation de la circulation,
- possibilité de mise en œuvre d'un alternat sur une section de longueur inférieure ou égale à 500 (cinq cents) mètres,
- débit prévisible inférieur ou égal à 1000 véhicules/heure par voie laissée libre à la circulation (largeur > ou = 3 mètres, hors alternat).

b - sur les routes à chaussées séparées (2 x 2 voies ou plus) :

- aucune réduction de capacité les jours hors chantier, fixés annuellement par circulaire ministérielle,
- zone de restriction de capacité de longueur inférieure à 6 km,
- aucun basculement partiel de la circulation,
- aucune réduction de la largeur de voie, sauf pour l'exécution du marquage axial,
- interdistance minimale entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée :
 - 5 km si l'un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation,
 - 20 km lorsque les deux chantiers ne laissent libre qu'une voie de circulation ou si l'un des deux chantiers entraîne un basculement de circulation (quelle que soit la chaussée concernée) et l'autre neutralise au moins une voie de circulation (quelle que soit la chaussée concernée),
 - 30 km si les deux chantiers entraînent un basculement de circulation.
 - débit prévisible par voie laissée libre à la circulation inférieur à :
 - 1200 véhicules/heure en rase campagne,
 - 1500 véhicules/heure en zone urbaine ou périurbaine.

ARTICLE 3 :

Les restrictions suivantes, appliquées individuellement ou dans leur totalité, peuvent être imposées au droit des chantiers.

A) ROUTES BIDIRECTIONNELLES

- Rétrécissement de chaussée avec ou sans neutralisation de voie
- Limitation de vitesse
- Interdiction de dépasser.
- Interdiction de stationner.
- Mise en place d'un alternat.

B) ROUTES À CHAUSSÉES SÉPARÉES

- Limitation de vitesse
- Interdiction de dépasser.
- Interdiction de stationner.
- Basculement total des voies de circulation.
- Neutralisation de voie(s) de circulation.
- Réduction de la largeur de voie, uniquement pour l'exécution du marquage axial
- Fermeture nocturne de bretelles ou de sections courantes d'autoroutes ou voies rapides urbaines entraînant une déviation du trafic dès lors que cette mesure est prévue dans un plan de gestion de trafic ou dans tout autre document établi à l'avance après étude spécifique d'exploitation.

Toute autre disposition spécifique devra faire l'objet d'un arrêté particulier.

ARTICLE 4 :

Les chantiers ne doivent pas entraîner une déviation de trafic sauf cas des fermetures nocturnes de bretelles ou de sections courantes d'autoroutes ou voies rapides urbaines entraînant une déviation du trafic dès lors que cette mesure est prévue dans un plan de gestion de trafic ou dans tout autre document établi à l'avance après étude spécifique d'exploitation.

ARTICLE 5 :

La signalisation des chantiers doit être conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas).

ARTICLE 6 :

Les interventions d'urgence destinées à assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic sont couvertes par le présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Pour les chantiers qui ne sont pas contrôlés directement par la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest, en sus des autres procédures réglementaires éventuellement applicables (permissions de voirie, accord préalable, etc.), la mise en œuvre des mesures définies dans le présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration préalable au district compétent six jours au moins avant l'ouverture du chantier.

ARTICLE 8 :

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

ARTICLE 9 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 10 :

L'arrêté du 30 avril 2007 est abrogé.

ARTICLE 11 :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Calvados
- Monsieur le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie nationale du Calvados

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le préfet de région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers,
- Monsieur le président du conseil général du Calvados,
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Calvados.

Fait à Caen, le 6 juillet 2011 Le Préfet SIGNE Didier LALLEMENT



INFORMATIONS

CENTRE HOSPITALIER ROBERT BISSON À LISIEUX

GESTION DES CARRIÈRES

Avis de vacance d'un poste d'agent de maîtrise devant être pourvu au choix

Un poste d'agent de maîtrise, à pourvoir au choix, en application du l'alinéa 2 de l'article 10 du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, est vacant au Centre Hospitalier Robert Bisson à LISIEUX (Calvados).

Peuvent faire acte de candidature :

- les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1ère catégorie comptant au moins 1 an de services effectifs dans leur grade.
- les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie parvenus au moins au 5ème échelon et comptant au moins 6 ans de services effectifs dans leur grade.

Les candidatures devront être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, au directeur du Centre Hospitalier Robert Bisson, 4 rue Roger Aini B.P. 97223 14107 LISIEUX Cedex, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Avis de vacance d'un poste d'agent chef de 2ème Catégorie devant être pourvu au choix**

Un poste d'agent chef de 2ème catégorie, à pourvoir au choix, en application du l'alinéa 2 de l'article 10 du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, est vacant au Centre Hospitalier Robert Bisson à LISIEUX (Calvados).

Peuvent faire acte de candidature :

- les agents de maîtrise principaux, les maîtres-ouvriers principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie sans conditions d'ancienneté.
- les agents de maîtrise, les maîtres-ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1ère catégorie, comptant au moins 3 ans de services effectifs dans leur grade.

Les candidatures devront être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, au directeur du Centre Hospitalier Robert Bisson, 4 rue Roger Aini B.P. 97223 14107 LISIEUX Cedex, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

